

Récépissés policiers : Taubira relance le débat en répétant qu'elle y est favorable



La ministre de la Justice Christiane Taubira a répété jeudi qu'elle restait favorable à la délivrance d'un récépissé après les contrôles de police, un dispositif rejeté par le ministère de l'Intérieur et Matignon.

Les récépissés policiers avaient créé la controverse en début de mandat. Peu de temps après l'élection de François Hollande, la polémique avait été grande à ce sujet. [La mise en place de récépissés](#) remis systématiquement à chaque contrôle d'identité avait été évoquée afin de limiter le phénomène des contrôles d'identité au faciès. Ce jeudi, Christiane Taubira relance le débat. La ministre de la Justice a répété lors d'un débat avec les Jeunes Socialistes qu'elle restait favorable à cette mesure. Un dispositif toujours rejeté par le ministère de l'Intérieur et Matignon.

"J'annonce la couleur très clairement : moi je suis favorable à ce dispositif", a déclaré la ministre. Mais l'entourage de la ministre précise que *"ces déclarations ont été faites dans le feu de la discussion avec ces jeunes militants mais qu'elles ne remettent pas en cause les arbitrages du gouvernement sur la question des contrôles d'identité"*. Il y a *"des villes qui sont candidates pour expérimenter"* le dispositif *"et je pense qu'il y a un enjeu de confiance qui n'est pas négligeable, y compris pour les policiers, parce que le pire serait de laisser croire (...) que ce serait prendre partie pour des jeunes qui subissent les contrôles abusifs contre des policiers qui abusent de leur tenue"*, a expliqué la Garde des Sceaux.

"Un problème réel"

"Ce qu'il faut qu'on arrive à faire c'est faire entendre que c'est dans l'intérêt de la République et dans l'intérêt de la démocratie qu'il n'y ait plus de contestation du travail effectué par la police", a-t-elle ajouté. Après avoir rappelé qu'il y avait cinq à huit fois plus de risques d'être contrôlé *"selon l'apparence physique et vestimentaire, le quartier"*, la ministre de la Justice a jugé que cette situation constituait *"un problème réel"*. Mais la mise en place du dispositif *"est difficile, particulièrement à des moments où par exemple la police est confrontée elle-même à un moment très difficile"*, a-t-elle admis.

"Les policiers ressentent à bon droit sans doute, en tout cas lorsqu'ils paient de leur vie, que leur métier est peut-être ingrat, qu'on ne les protège pas", a assuré Christiane Taubira. *"Souvent, on laisse les policiers se débrouiller avec le désordre installé dans les quartiers"* qui ont été *"désertés par les forces publiques"* et où *"on a enlevé les services publics"*. Avec ces propos, la Garde des Sceaux *"a en encore cédé aux sirènes de la flicophobie"*, a estimé dans un communiqué l'UMP qui dénonce *"ce nouveau rebondissement qui confirme le décalage permanent sur les sujets régaliens entre d'un côté les discours volontaristes de Manuel Valls et de l'autre côté les actes idéologiques et laxistes de Christiane Taubira"*. Pas de doute, Christiane Taubira a remis de l'huile sur le feu.